

Le Grand Nord souillé pour des siècles par des déchets nucléaires

Pierre Le Hir

Source : www.lemonde.fr, le 22.11.2012

Fragilisé par le réchauffement, la pêche industrielle et le tourisme polaire, convoité pour les gisements de pétrole, de gaz et de minerais que recèle son sous-sol, déchiré par les nouvelles routes maritimes que va ouvrir la fonte des glaces, le Grand Nord, ce territoire précieux et vulnérable, porte aussi les stigmates de multiples pollutions. La contamination radioactive est l'une des plus préoccupantes. C'est ce que fait apparaître l'inventaire – le premier du genre – qu'a entrepris de dresser l'association de protection de l'environnement Robin des Bois.

En 2009, l'ONG française avait déjà répertorié 2 750 sites pollués par des produits chimiques. Cette fois, elle s'est attachée à des atteintes à l'environnement parfois plus diffuses, mais aussi plus durables. Deux années de travail ont été nécessaires pour collecter, auprès de scientifiques, d'associations environnementales et de services gouvernementaux, des données non exhaustives, surtout lorsqu'elles relèvent du domaine militaire. L'inventaire devrait être achevé au 1er semestre 2013, mais la très sérieuse revue Contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), en a déjà accueilli, dans son numéro de novembre, les premiers éléments.

"Nous avons voulu avoir une vision circumpolaire de tous les sites pollués, explique Jacky Bonnemains, président de Robin des Bois. L'océan Arctique est un gigantesque vivier de poissons pour les populations indigènes qui s'en nourrissent et dont la santé est au premier chef menacée, mais aussi pour la planète, à laquelle il fournit, avec les eaux subarctiques, de 20 % à 30 % de ses ressources alimentaires marines." Ce n'est pas le seul danger. La fonte de la banquise polaire et le dégel du permafrost, poursuit-il, vont "remobiliser des substances radioactives" qui, jusqu'alors prisonnières des glaces, risquent de se disséminer dans les écosystèmes.

HÉRITAGE DE LA GUERRE FROIDE

L'ONG a identifié, au-delà du cercle polaire arctique – ou, dans quelques cas, un peu plus au sud, les courants atmosphériques et marins poussant les dépôts vers le nord –, quelque 90 sites marqués par la radioactivité émise par des activités industrielles et militaires. La Russie en concentre plus de la moitié (50), notamment sur la péninsule de Kola et l'archipel de Nouvelle-Zemble. Les autres se répartissent entre la Norvège (25 dont 19 sur l'archipel de Svalbard), l'Alaska (8), le Canada (3), la Suède (3) et le Groenland (2). La Finlande n'en compte aucun et l'Islande n'a pas été étudiée.

"La pollution radioactive de l'Arctique ne vient pas seulement, comme on le pense parfois, de pays éloignés, par exemple des usines de retraitement de La Hague [Manche] ou de Sellafield [Grande-Bretagne], dont les rejets, transportés par les courants, peuvent se concentrer dans certaines zones, commente Miriam Potter, chargée de mission au sein de l'association. Elle est issue, en grande partie, d'activités menées sur place."

Bien souvent, il s'agit d'un héritage de la guerre froide. Sur l'archipel de Nouvelle-Zemble, les Soviétiques ont procédé, entre 1955 et 1990, à 138 essais nucléaires aériens, terrestres ou sous-marins, faisant notamment exploser, le 30 octobre 1961, la "Tsar Bomba", la plus puissante bombe à hydrogène de l'histoire (50 mégatonnes). L'océan servant à l'époque d'exutoire, ils ont sabordé au large de la même péninsule, en

1982, le sous-marin nucléaire K-27, qui gît toujours, par 33 mètres de fond, en mer de Kara. Dans les mers de Barents et de Kara ont été immergés, énumère Miriam Potter, "cinq réacteurs de sous-marins et de brise-glaces, une vingtaine de bateaux dont certains contenaient des matières radioactives, des centaines d'objets contaminés et 17 000 conteneurs de déchets nucléaires". Pour faire bonne mesure, un autre sous-marin, le K-159, y a coulé en 2003.

Le site d'Andreeva Bay, dans le nord de la péninsule de Kola, représente, pour Robin des Bois, un "cauchemar". L'Union soviétique y avait installé, dans les années 1960, trois piscines de refroidissement des combustibles usés provenant de sous-marins et de brise-glaces nucléaires. Des fuites se sont produites dans deux d'entre elles, provoquant une très forte contamination. Depuis, des entreposages à sec de 22 000 assemblages de combustibles ont été aménagés, dans des conditions très précaires.

CHUTE DE SATELLITE, CRASH DE BOMBARDIER

Les Américains n'ont pas été en reste. Dans les années 1960, ils ont construit deux petits réacteurs nucléaires de 20 et 10 mégawatts, pour alimenter en électricité des bases militaires, à Fort Greely, en Alaska, et à Camp Century, dans le nord-ouest du Groenland. Le premier, victime de plusieurs accidents, a contaminé les cours d'eau, et les populations locales font aujourd'hui état de leucémies, malgré les démentis de l'administration américaine. L'exploitation du second aurait laissé dans les glaces "au moins 200 tonnes de déchets liquides". Les Etats-Unis ont aussi testé le comportement de radioéléments à Point Hope, dans le nord-ouest de l'Alaska.

Ce n'est pas tout. De 1930 à 1962, le Canada a exploité, autour du grand lac de l'Ours, des mines de radium puis d'uranium, une partie de celui-ci étant destiné au projet Manhattan qui a doté les Etats-Unis de l'arme atomique. Plus de 900 000 tonnes de stériles (déchets miniers) d'uranium ont été laissées sur place, dont 740 000 immergées dans le lac.

S'ajoutent les accidents. La chute, en 1978, du satellite espion soviétique Cosmos-954 et de son réacteur nucléaire, dans le nord du Canada, où plus de 120 000 km² ont été contaminés par de l'uranium enrichi et des produits de fission. Ou le crash, en 1968, d'un bombardier américain B-52 transportant des têtes nucléaires, près de Thulé (Groenland), où subsisterait "au moins un kilo de plutonium sur un rayon de 17 km".

OPÉRATIONS DE DÉCONTAMINATION

Mais l'Arctique ne paie pas seulement la facture du passé. Les activités minières actuelles, de même que les forages pétroliers et gaziers – il y en a plus de 4 000 en Alaska, au-dessus du cercle polaire –, génèrent des déchets à "radioactivité naturelle renforcée".

Des opérations de décontamination ont certes été engagées, notamment à l'initiative du G8 et de pays européens. Mais les zones touchées sont immenses, la pollution disséminée et les crédits insuffisants. "Les gouvernements doivent faire preuve de transparence sur les produits radioactifs qu'ils ont entreposés ou dispersés. Et il faut organiser un suivi radiologique des sédiments, des poissons et des populations", plaide [Jacky Bonnemains](#). En attendant que le fragile Arctique bénéficie, un jour peut-être, d'un statut protecteur comparable à celui de l'Antarctique.

Brennilis, une centrale nucléaire pour l'éternité

Fabrice Nicolino

Source : <http://fabrice-nicolino.com>, le 22-11-2012

*Ce texte a été publié le 7 novembre 2012
dans Charlie-Hebdo*

Ce devait être la vitrine du démantèlement des centrales nucléaires. C'est devenu une gabegie. Un foutoir dont les travaux ont commencé en 1985. Dernier gag : EDF ne sait plus où mettre les déchets, et ne peut donc plus démonter le réacteur.

Ils vont finir par avoir la médaille. Dernier exploit en date de la nucléocratie méritante : Brennilis, une centrale nucléaire dont le démantèlement a commencé en 1985. Le bled d'à côté - 450 habitants - se trouve dans les Monts d'Arrée, au cœur de la Bretagne. Sur la carte postale, on peut voir une petite rivière - l'Elez -, deux affluents - le Roudoudour et le Roudouhir -, un marais - le Yeun Elez -, et le lac de Saint-Michel. Le tout fut très beau jusqu'en 1962, car c'est alors que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) y commence la construction d'une centrale 100% française.

Brennilis est une modeste gagnuse : entre 1967 et 1985, elle produit 6,235 TWh (milliards de kWh), à comparer aux 10 TWh crachés chaque année par une centrale comme la bonne vieille Fessenheim. Après dix-huit ans de déambulateur et de pas de sénateur, on arrête tout en 1985, car les meilleures expériences ont une fin. Il ne reste plus qu'à démanteler, ce qui ne saurait être que plaisanterie pour nos grandioses atomistes associés. Seulement, ça merdoie. La commission Peon, qui a lancé tout notre programme électronucléaire, avait prévu un coût de démantèlement de 19,4 millions d'euros. La cour des Comptes, dans un rapport de 2005, l'établissait à 480 millions, soit la bagatelle de 25 fois plus. Et c'est loin d'être fini.

De 1985 à ces derniers jours, sans jamais se presser, nos excellents amis déchargent le combustible, vidangent les circuits, décontaminent et démontent les bâtiments. Sauf le réacteur, que l'on confine en attendant les beaux jours. Pendant des années, ces messieurs de l'atome promettent un « retour à l'herbe » en lieu et place de la centrale. Comme par un coup de baguette magique, il ne restera rien de cette si belle aventure. Le préfet du Finistère - entre 1992 et 1996 - Christian Frémont déclare en 1995 : « EDF, le CEA, les grandes entreprises et l'ensemble des intervenants ont déclaré leur intention de faire de cette opération une vitrine. Il faudra y veiller ». Tu parles, Charles ! Frémont quitte son poste et vole vers des postes plus prestigieux : il sera directeur de cabinet de Borloo au ministère de l'Écologie, puis directeur de cabinet de Sarkozy entre 2008 et sa si malheureuse défaite de 2012.

Brennilis, pendant ce temps, rouille sur pied. Et fuit. Une étude de la Crii-Rad établit en 2007 que la centrale, qui n'a plus l'autorisation d'émettre quelque rejet radioactif que ce soit, continue à le faire. Il y a du tritium dans l'air et en certains points, des concentrations de 3 000 becquerels par kilo de césium 137, alors qu'on ne devrait pas en trouver plus de 50. Cette même année 2007, on apprend que le réacteur, une fois démantelé, ira croupir dans l'Ain (au Bugey), où doit l'accueillir une usine construite par EDF, au doux nom d'Iceda (Installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés).

Quand ? Mañana por la mañana, demain ou un autre jour. En 2007 toujours, le Conseil d'État annule un décret autorisant le démantèlement total pour « insuffisance

d'information de la population ». Pour une vitrine, ça la fiche bien. Commentaire inspiré de Bertrand Dubuis, responsable EDF de Brennilis, dans la foulée (Le Télégramme, 10 octobre 2007) : « Nous préparons actuellement un nouveau dossier. Nous le déposerons au mois de juin prochain en espérant pouvoir reprendre le chantier mi-2009 et réaliser le démantèlement total à l'horizon 2020 ».

Mais le mieux était encore à venir, et Charlie vous remercie d'avoir attendu si longtemps. Le 22 octobre 2012, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) envoie balader EDF, proprio de Brennilis, et lui refuse de procéder à un démantèlement complet. Tout est une fois de plus bloqué, et pour des années. La farce est particulièrement goûteuse, car l'explication l'est. Brennilis ne peut être démantelée, car ses déchets doivent aller dans l'Ain. Or, crotte de bique, le tribunal administratif de Lyon a annulé le permis de construire de l'usine Iceda, mettant tout le projet à terre.

Résumons pour les malentendants : le réacteur de Brennilis devait être envoyé dans l'Ain, et stocké dans une usine EDF spécialement conçue. Mais l'usine étant dans le lac, Brennilis est contrainte de conserver son réacteur jusqu'à des jours meilleurs, qui risquent de se compter en décennies. La nouvelle promesse des nucléocrates : la fin du démantèlement en 2025. On les croit sur parole.